

DETTE PUBLIQUE

La dette publique cumulée est l'un des indicateurs clés pour évaluer la viabilité des finances publiques. Si l'on fait abstraction des acquisitions nettes d'actifs financiers, les variations de la dette publique au fil du temps donnent la mesure des déficits publics.

Le rapport dette publique/PIB, qui correspond au montant total de la dette publique d'un pays exprimé en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), est l'un des indicateurs de la santé d'une économie.

Définition

La dette est communément assimilée à un sous-ensemble d'éléments de passif défini en fonction des types d'instruments financiers qui y sont inclus ou qui en sont exclus. En règle générale, la dette correspond à l'ensemble des passifs donnant lieu à une, ou à des échéances données, à un ou des versements, de la part du débiteur au profit du créancier, au titre du remboursement du principal et du paiement d'intérêts.

En conséquence, tous les instruments de dette sont des éléments de passif, mais certains d'entre eux, comme les actions, les participations et les produits financiers dérivés, n'entrent pas dans la composition de la dette. On obtient donc le montant de la dette en additionnant les éléments de passif suivants (selon le Système de comptabilité nationale de 1993) : numéraire et dépôts ; titres autres qu'actions, à l'exclusion des produits financiers dérivés ; crédits ; provisions techniques d'assurance et autres comptes à payer. Conformément au Système de comptabilité nationale de 1993, la plupart des instruments de dette sont évalués aux prix du marché.

En bref

En 2010, 17 pays de l'OCDE ont enregistré des rapports dette/PIB supérieurs à 60 % (limite fixée dans le Traité de Maastricht) alors qu'ils n'étaient que 12 dans ce cas en 2007. Le Japon affiche le taux d'endettement le plus élevé, suivi de l'Italie (126 %) et de la Grèce (123 %). C'est en Estonie (13 %) et au Chili (16 %) que l'on rencontre les taux d'endettement les plus faibles.

C'est en Irlande que le rapport dette/PIB a le plus augmenté entre 2007 et 2010 (63 points de pourcentage), pour atteindre 91.7 %. Les autres pays ayant subi un accroissement considérable, de plus de 30 points de pourcentage, du rapport dette/PIB sur la période 2007-2010 ont été le Royaume-Uni (35.2 points de pourcentage), les États-Unis (31.6 points de pourcentage) et le Japon (30.2 points de pourcentage). En Norvège en revanche, l'endettement public a reculé, en pourcentage du PIB, de 7.2 points de pourcentage entre 2007 et 2010 ; la Suède et Israël ont également enregistré un repli, de faible ampleur, de leur endettement public pendant cette période.

La hausse rapide de l'endettement depuis 2007 traduit les effets de la crise sur les administrations des pays du monde entier, notamment la contraction des recettes fiscales, l'aggravation des déficits budgétaires et le coût des mesures prises par les pouvoirs publics pour venir en aide au système financier. En Grèce cependant, la dette publique s'est repliée de 23.5 points de pourcentage en 2011 en raison de la baisse du cours des bons du Trésor grec.

Comparabilité

La comparabilité, entre les pays de l'OCDE, des données relatives à la dette des administrations publiques peut être compromise par des différences nationales concernant l'application des définitions du SCN 1993, en particulier en ce qui concerne la délimitation du secteur public. Pour plus de détails, se reporter à l'indicateur "Dépenses, recettes et déficits publics".

Le degré de consolidation dans le secteur public peut également avoir des répercussions sur la comparabilité des données entre les pays de l'OCDE. L'indicateur est tiré des données consolidées pour l'ensemble des pays de l'OCDE à l'exception du Chili, de la Corée, du Japon et du Royaume-Uni. La consolidation conduit à ne pas tenir compte, dans le calcul de la dette des administrations publiques, des éléments de dette d'une administration détenus par une autre administration. L'exclusion de ces éléments de dette se traduit par une minoration de l'endettement des administrations publiques.

Sources

- "Comptes nationaux trimestriels", Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (Base de données)

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2, No 90, novembre 2011, Perspectives économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Études économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes financiers*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes de patrimoine financier*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Dette de l'administration centrale : Annuaire statistique*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2008), *OECD Glossary of Statistical Terms*, Éditions OCDE.
- OCDE et al. (2009), *Système de comptabilité nationale*, Nations Unies, New York

Bases de données en ligne

- "Comptes nationaux trimestriels", Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux.
- "Perspectives économiques de l'OCDE : Flash file", Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections.

Sites Internet

- Statistiques financières, www.oecd.org/fr/std/stats-fin.



Dettes des administrations publiques

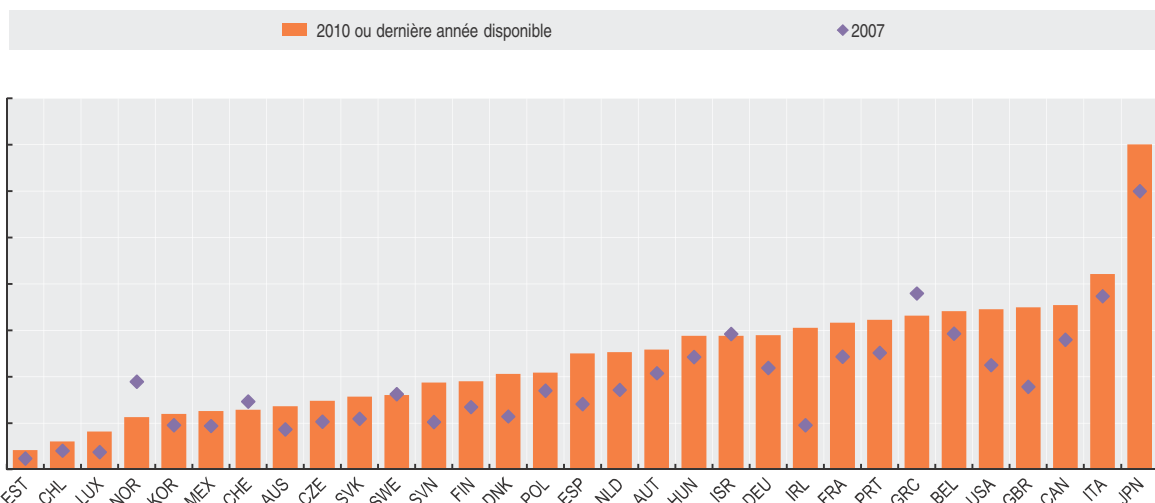
En pourcentage du PIB

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	61.7	60.9	60.2	62.6	66.0	69.0	71.7	69.8	65.7	69.7	77.4	86.9	..
Australie	39.8	35.6	34.2	33.3	30.7	29.0	28.5	27.1	26.0	27.2	36.3	40.9	..
Autriche	70.8	70.8	71.7	72.8	71.1	70.6	70.6	66.0	62.3	67.1	73.4	77.5	..
Belgique	119.4	113.6	111.9	108.2	103.3	98.2	95.9	91.6	87.9	92.8	99.8	100.0	102.4
Canada	116.3	105.6	105.5	103.9	98.7	92.2	91.2	89.2	83.9	89.1	102.9	104.2	106.3
Chili	..	..	..	..	..	..	17.4	14.1	12.2	12.4	13.4	15.6	18.1
Corée	..	..	..	19.2	19.7	23.3	25.5	28.6	28.7	29.9	33.3	34.2	36.0
Danemark	..	..	..	..	56.6	53.6	45.4	41.0	34.3	41.4	51.2	54.8	61.8
Espagne	69.4	66.6	62.0	60.4	55.4	53.4	50.7	46.2	42.3	47.7	62.7	66.8	75.1
Estonie	10.9	9.4	8.9	10.2	10.8	8.5	8.2	8.0	7.2	8.2	12.4	12.5	..
États-Unis	61.2	55.1	55.0	57.4	60.7	68.6	68.2	66.9	67.5	76.5	90.4	99.1	103.5
Finlande	54.9	52.5	50.1	49.7	51.1	51.3	48.5	44.7	40.4	39.8	51.4	56.9	..
France	69.0	67.9	67.2	70.7	75.2	77.1	78.9	73.9	73.0	79.2	91.0	94.9	..
Grèce	102.4	115.9	118.1	116.6	110.4	112.8	112.7	115.9	113.9	117.5	133.6	123.0	99.5
Hongrie	67.5	61.7	59.7	60.8	61.8	65.1	68.4	71.8	72.8	76.3	85.8	86.3	..
Irlande	51.5	40.2	37.4	35.0	33.8	32.5	32.4	28.6	28.7	49.6	71.2	91.7	..
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	..	96.8	101.5	106.8	104.8	102.1	90.2	87.7	86.6	89.5	86.5	..
Italie	125.5	121.0	120.1	118.8	116.4	116.7	119.4	116.8	112.1	114.6	127.7	126.3	..
Japon	131.1	141.5	151.4	161.8	172.3	178.8	180.2	180.0	180.0	184.2	207.3	210.2	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	11.5	11.3	18.3	17.9	24.5	..
Mexique	33.6	31.1	31.2	33.2	32.7	31.0	31.2	28.9	28.2	30.1	37.7	..	..
Norvège	29.1	32.7	31.8	39.0	48.4	50.9	47.8	59.0	56.8	54.3	48.9	49.6	33.8
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	71.6	63.9	59.4	60.3	61.4	61.9	60.7	54.5	51.5	64.8	67.9	71.7	75.9
Pologne	46.6	45.4	43.8	55.0	55.9	53.3	54.1	54.2	51.0	55.7	58.4	62.7	..
Portugal	62.3	62.4	64.2	67.9	70.2	73.4	77.6	77.3	75.4	80.7	93.3	97.5	96.8
République slovaque	53.5	57.6	57.1	50.2	48.2	47.6	39.2	34.1	32.9	32.0	40.4	47.1	..
République tchèque	24.4	25.1	29.3	31.5	33.2	33.0	32.7	32.5	30.9	34.3	41.0	44.5	..
Royaume-Uni	54.6	54.5	49.3	48.8	48.6	50.7	53.4	53.0	53.5	63.9	79.5	88.8	104.9
Slovenie	..	..	33.6	34.7	34.1	34.9	34.0	33.8	30.7	30.4	44.3	48.4	56.3
Suède	73.0	64.0	62.0	59.8	58.8	59.5	60.2	53.6	48.8	47.5	51.1	48.0	..
Suisse	47.7	48.9	48.5	54.9	54.5	55.1	53.0	47.1	43.9	40.2	38.7	..	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Bésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715704>

Dettes des administrations publiques

En pourcentage du PIB



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715723>



Extrait de :
OECD Factbook 2013
Economic, Environmental and Social Statistics

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/factbook-2013-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2013), « Dette publique », dans *OECD Factbook 2013 : Economic, Environmental and Social Statistics*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/factbook-2013-82-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.